

Visite en Côte d'Ivoire du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste

Observations préliminaires de fin de mission, 9 décembre 2024

Le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, Ben Saul, a effectué une visite officielle en Côte d'Ivoire du 29 novembre au 9 décembre 2024 afin d'évaluer la conformité des lois, politiques et pratiques antiterroristes de la Côte d'Ivoire avec ses obligations internationales en matière de droits humains. Le Rapporteur spécial se félicite de la manière constructive dont le gouvernement a facilité sa visite, permettant un dialogue franc et ouvert sur de multiples questions. Il remercie également l'équipe de pays des Nations Unies pour son assistance. Le Rapporteur spécial s'est entretenu avec de nombreuses entités gouvernementales, notamment le Ministère de la justice et des droits de l'homme, le Ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur, le Cabinet du Premier Ministre, le Ministère des finances et du budget, le Ministère de la défense, le Ministère de l'intérieur et de la sécurité, le Ministère de la cohésion nationale, de la solidarité et de la lutte contre la pauvreté, et le Ministère de la promotion de la jeunesse, de l'insertion professionnelle et du service civique. Il a également rencontré des entités spécialisées telles que la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF), le Centre de renseignement opérationnel antiterroriste (CROAT) sous la supervision du Conseil nationale de sécurité, la Direction des affaires civiles et pénales, la Direction de l'administration pénitentiaire, la Direction générale de la police nationale, la Direction de la police judiciaire, la Direction de la surveillance du territoire, la Direction des renseignements généraux, le Commandement supérieur de la gendarmerie nationale, l'État-major général des forces armées et la Marine nationale. Il s'est également entretenu avec le Conseil national des droits de l'homme et l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AICLT). Le Rapporteur spécial a visité le Pôle pénitentiaire d'Abidjan et a rencontré des détenus. Il apprécie la transparence du gouvernement et l'accès sans entrave qui lui a été accordé. Il s'est également rendu dans le nord de la Côte d'Ivoire, à Korhogo, Ferkessédougou et Ouangolodougou, où il s'est entretenu avec les autorités locales, les chefs traditionnels et religieux, les communautés accueillant des demandeurs d'asile, des réfugiés et demandeurs d'asile et des victimes du terrorisme. Il a visité le site de demandeurs d'asile de Nioronigué. Il a également rencontré des organisations de la société civile et des représentants d'organisations internationales et de la communauté internationale.

Cadres internationaux et régionaux applicables en matière de droits humains

La Côte d'Ivoire est partie aux principaux instruments internationaux relatifs aux droits humains. Le Rapporteur spécial salue l'accession du gouvernement, au cours des deux dernières années, à des instruments supplémentaires concernant la torture, la peine de mort, les disparitions forcées et les droits des travailleurs migrants. La Côte d'Ivoire a également accepté diverses procédures d'enquête et mécanismes de plaintes individuelles. Le Rapporteur spécial encourage le gouvernement à accepter les procédures de plaintes individuelles relatives aux disparitions forcées et aux droits des personnes handicapées. Il se félicite de l'invitation du gouvernement à effectuer une visite officielle et l'encourage à adresser une invitation permanente à tous les titulaires de mandat des Procédures spéciales. La Côte d'Ivoire a été examinée par le Groupe de travail sur l'Examen périodique universel en novembre 2024 et fait actuellement l'objet d'un examen périodique par le Comité des droits de l'homme. Elle est partie aux instruments de 1951 et 1967 relatifs aux réfugiés, aux quatre Conventions de Genève de 1949 et à ses deux protocoles additionnels de 1977, ainsi qu'aux principaux instruments régionaux relatifs aux droits humains, notamment la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et son Protocole portant création de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. Le Rapporteur spécial encourage la Côte d'Ivoire à reconsidérer le retrait en 2024 de sa déclaration au titre de l'article 34(6) du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, qui autorise les organisations non gouvernementales et les individus à soumettre des plaintes à la Cour.

En vertu de la Constitution ivoirienne, les traités ratifiés ont une autorité supérieure à celle des lois nationales (article 123). La Constitution contient également un ensemble complet de droits économiques, sociaux, civils et politiques. Le Conseil national des droits de l'homme est considéré comme indépendant et efficace et est accrédité avec le « statut A » selon les principes de Paris. Un projet de loi visant à établir un mécanisme national autonome de prévention de la torture, conformément au protocole facultatif à la Convention contre la torture, sera bientôt soumis au Parlement. En 2014, la Côte d'Ivoire a adopté la loi 2014-388 visant à protéger les défenseuses et défenseurs des droits humains et a mis en place le Comité de protection des défenseurs des droits de l'homme. Bien que les organisations de défense de droits humains aient le statut d'observateur, le

plaidoyer se poursuit pour améliorer leur participation et en faire des membres à part entière dudit comité, ce qui le rendrait plus efficace. Des efforts accrus ont également été déployés pour lutter contre la corruption, notamment par le biais d'une autorité dédiée à la lutte contre la corruption.

Menace terroriste

En 2016, la Côte d'Ivoire a connu sa première attaque terroriste, lorsque trois hommes armés ont tué 19 personnes et en ont blessé 33 dans la ville touristique de Grand-Bassam, sur la côte sud. L'attentat a été revendiqué par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), basé au Mali voisin. Deux des assaillants auraient été associés au groupe dissident al-Mourabitoun. En décembre 2022, un tribunal ivoirien a condamné 11 accusés à la prison à perpétuité pour terrorisme et autres infractions; seuls quatre d'entre eux étaient présents au tribunal et 19 accusés ont été acquittés. En 2020 et 2021, la Côte d'Ivoire a connu une série d'attaques contre l'armée et la police dans le nord, à Kafolo, Savanes et Tehini, tuant 22 soldats et un nombre indéterminé d'autres victimes. Le gouvernement a estimé que le Front de libération du Macina (également connu sous le nom de Katiba Macina), aligné sur le Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM), basé au Mali, en était responsable. Les procès des accusés dans les deux incidents de Kafolo sont prévus pour décembre 2024, avec 45 accusés dans un cas et 13 dans l'autre. La plupart d'entre eux sont des ressortissants burkinabés, avec un nombre plus restreint de ressortissants maliens. Au moment de la visite, six personnes condamnées pour terrorisme purgeaient des peines d'emprisonnement, tandis que 137 personnes étaient en détention provisoire à différents stades de la procédure judiciaire. Les accusations de terrorisme les plus courantes seraient l'association avec des criminels terroristes, l'apologie du terrorisme et les infractions liées au financement du terrorisme. Bien qu'aucune attaque terroriste n'ait été signalée depuis 2022, la menace du terrorisme transfrontalier demeure, tout comme le risque pour des ressortissants ivoiriens vulnérables de s'engager dans des transactions avec des groupes terroristes ou de se radicaliser. Des arrestations locales continuent d'être effectuées, en particulier pour des infractions liées au financement du terrorisme.

Réponse à la lutte contre le terrorisme

La Côte d'Ivoire a adopté sa première loi antiterroriste en 2015. À la suite de l'attentat de Grand-Bassam en 2016, d'autres textes législatifs en matière de lutte contre le terrorisme ont été adoptés en 2018, 2023 et 2024, notamment une loi sur la lutte contre le financement du terrorisme. Ces réformes ont permis de renforcer le cadre juridique national, tout en mettant en évidence de nombreuses bonnes pratiques en matière de protection des droits humains dans les structures juridiques et institutionnelles, comme détaillé ci-dessous. En 2019, avec le soutien de l'ONU, le gouvernement a adopté une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme fondée sur une approche holistique et multisectorielle de « prévention, protection, réponse et résilience ». Cette stratégie a été révisée à plusieurs reprises et était en cours de révision au moment de la visite, notamment pour y intégrer une composante de prévention de l'extrémisme violent. Le gouvernement a indiqué que la stratégie n'a pas été rendue publique pour des raisons de sécurité, ce qui a empêché une évaluation complète de sa conformité avec les droits humains. Le Rapporteur spécial encourage le gouvernement à la rendre publique et ne garder confidentiel que les éléments jugés strictement nécessaires pour des raisons de sécurité. Il espère pouvoir examiner la stratégie dans son rapport final. La publication de la majeure partie de la stratégie renforcerait la transparence et la confiance du public dans la réponse du gouvernement, ce qui, à son tour, pourrait renforcer la coopération du public avec les autorités antiterroristes et l'efficacité des efforts de lutte contre le terrorisme. Le Rapporteur spécial exhorte le gouvernement à veiller à ce que la stratégie et les politiques de lutte contre le terrorisme intègrent une consultation inclusive et participative avec les communautés affectées et les organisations de la société civile.

Le Rapporteur spécial note que le gouvernement a mis en place une architecture sophistiquée d'institutions destinées à la lutte contre le terrorisme, comprenant notamment le Conseil national de sécurité ainsi que des organes spécialisés dans le renseignement, la gestion de crise, la protection des sites et institutions sensibles, et le financement du terrorisme. Côte d'Ivoire a établi une juridiction spécialisée en 2016, et depuis le 10 juillet 2024, une section antiterroriste du tribunal de première instance d'Abidjan, spécialisée dans les affaires de terrorisme, a été créée.

Les femmes seraient sous-représentées dans les forces de police (15%), et représenteraient environ 10% de l'armée et 3 à 4% de la gendarmerie. Le Rapporteur spécial encourage le gouvernement à accélérer ses efforts pour augmenter la représentation féminine dans ces forces, non seulement pour promouvoir l'égalité des sexes, mais aussi pour garantir que ces forces soient davantage représentatives de la population et bénéficient d'une plus grande confiance du public. De plus, des efforts visant à assurer un recrutement géographique équilibré, y compris dans le nord, devraient être davantage encouragés.

Définition de l'acte terroriste et des infractions terroristes

La loi n° 2015-493 sur la répression du terrorisme établit la définition du terrorisme, les actes criminalisés en tant qu'infractions terroristes et la procédure de poursuite. La loi a été modifiée par la loi n° 2018-864 et la loi n° 2024-360. La définition d'un acte de terrorisme à l'article 3 reflète en partie les meilleures pratiques internationales.¹ Deux des éléments alternatifs d'intention spécifique sont tirés de la Convention sur le financement du terrorisme de 1999 et de la résolution 1566 (2004) du Conseil de sécurité, à savoir que la personne doit avoir l'intention de « provoquer une situation de terreur ou d'intimider la population [...] ou de contraindre le gouvernement, une organisation ou une organisation internationale » à faire ou à s'abstenir de faire quelque chose. Toutefois, l'article 3 prévoit également un troisième élément d'intention spécifique alternatif qui ne figure pas dans les normes internationales, à savoir l'intention de « promouvoir une cause politique, religieuse ou idéologique ». Lorsque cette formulation figure dans les lois nationales d'autres États, il s'agit d'une exigence cumulative qui s'ajoute à l'un des deux éléments spécifiques alternatifs susmentionnés. En d'autres termes, il doit exister une intention d'intimider la population ou de contraindre un gouvernement afin de promouvoir une cause politique, religieuse ou idéologique. Ces formulations limitent la portée de la définition en ajoutant un élément de preuve supplémentaire, alors que la définition de la Côte d'Ivoire élargit considérablement la notion de terrorisme. Le Rapporteur spécial recommande que la définition soit modifiée en conséquence. La définition du terrorisme dans le code pénal diffère de manière confuse de la définition dans la loi sur le financement du terrorisme récemment adoptée, qui est basée sur la convention sur le financement du terrorisme de 1999, et il est recommandé d'aligner les définitions dans le cadre d'une approche commune.

Le comportement physique couvert par la définition du terrorisme à l'article 3 est trop large et inclut des actes qui n'impliquent pas l'intention de causer la mort ou des blessures graves, comme le recommandent les normes internationales en matière de bonnes pratiques, et qui ne sont donc pas véritablement de nature terroriste. Ainsi, la définition inclut des actes tels que l'endommagement de biens, de ressources naturelles, de l'environnement ou du patrimoine culturel; l'interruption, la perturbation, l'endommagement ou la destruction de systèmes informatiques ou de certains autres services ou infrastructures publics; la perturbation des services d'urgence; l'atteinte à la « sûreté publique ou à la sécurité nationale »; la création d'une « situation de crise au sein des populations ou d'une insurrection générale »; la manipulation d'explosifs; et la mise en danger d'animaux ou de l'environnement. Certains de ces termes sont également vagues et trop larges, contrairement au principe de légalité protégé par l'article 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), qui exige que les infractions soient définies avec suffisamment de clarté pour que les individus puissent connaître l'étendue de leur responsabilité. L'imprécision comporte également un risque de criminalisation de l'exercice légitime des libertés civiles et politiques.

Le gouvernement est encouragé à envisager d'adopter trois exclusions de la définition du terrorisme afin de réduire sa portée et de protéger d'autres intérêts juridiques importants. Premièrement, la définition devrait exclure les actes de revendication, de protestation, de dissidence ou d'action industrielle dans une société démocratique qui ne causent pas intentionnellement la mort ou des blessures graves, afin de sauvegarder les droits à la liberté d'expression, d'opinion, de réunion, d'association et de participation politique. Lorsque de tels actes endommagent des biens, ils devraient être poursuivis en tant qu'infractions ordinaires. Deuxièmement, la définition devrait exclure la fourniture, par des organisations humanitaires indépendantes et impartiales, d'une assistance humanitaire ou d'autres activités visant à répondre aux besoins humains fondamentaux. Troisièmement, si la définition exclut déjà les actes commis contre des personnes participant directement aux hostilités dans un conflit armé (sur la base de la convention sur le financement du terrorisme), cette exclusion devrait être élargie pour refléter la position adoptée par de nombreuses conventions internationales récentes de lutte contre le terrorisme. Ainsi, la définition devrait exclure les activités des forces armées dans les conflits armés régis par le droit humanitaire international ou, de préférence, lorsque ces activités sont « conformes » au droit humanitaire. Ainsi, les infractions liées au terrorisme n'interféreraient pas avec la réglementation des conflits armés par le droit humanitaire et ne nuisent pas aux incitations aux groupes armés non étatiques à s'y conformer.

Un certain nombre d'infractions terroristes prévues par la loi semblent avoir une portée excessive. L'article 5 criminalise le fait de s'affilier à une association ou participer à une entente dont le but est de préparer ou de commettre des actes terroristes. La responsabilité étendue pour « association » avec un tel groupe, sans

¹ Comme l'indiquent la résolution 1566 du Conseil de sécurité, la définition consensuelle de la Convention sur le financement du terrorisme et la définition modèle du rapporteur spécial.

exigence que la personne soit consciente de l'objectif du groupe ou qu'elle ait l'intention de favoriser les activités terroristes du groupe, criminalise potentiellement les associations innocentes ou involontaires avec le groupe, y compris les activités légitimes de la société civile, des avocats, des défenseurs des droits humains et des journalistes. Il est recommandé de restreindre le champ d'application de cette infraction.

L'article 6 incrimine toute personne qui, par des gestes, propos, cris ou menaces, par quelque moyen que ce soit, dans un lieu public ou ouvert au public, provoque un attentat terroriste ou incite à sa commission. L'élément d'incitation de l'infraction ne semble pas exiger que le message provoque un danger qu'un acte terroriste soit commis à la suite de l'incitation, et constitue donc une atteinte excessive au droit à la liberté d'expression en vertu de l'article 19 du PIDCP et comporte un risque d'abus et de répression de commentaires publics légitimes sur des questions politiques controversées. Les lois relatives à l'expression liée au terrorisme doivent: être précisément prescrites par la loi et éviter les termes vagues; être fondées sur une définition sous-jacente précise du terrorisme; être strictement nécessaires et proportionnées; et inclure à la fois l'intention d'inciter au terrorisme et le risque objectif qu'il soit commis (A/HRC/16/51, par. 31).

Arrestation et détention

L'arrestation et la détention des personnes soupçonnées de terrorisme sont régies par un cadre juridique solide qui prévoit des protections formelles étendues aux droits humains concernés. La police et la gendarmerie sont généralement professionnelles et bien formées et travaillent sous la direction du procureur, du pouvoir judiciaire et des mécanismes disciplinaires internes (tels que les inspections générales de la police et de la gendarmerie), ainsi qu'à un certain contrôle externe par le Conseil national des droits de l'homme. Le gouvernement a adopté des réformes juridiques et institutionnelles, notamment en améliorant la qualité des interrogatoires (y compris lorsque la Direction de surveillance du territoire est impliquée dans des affaires de terrorisme), les capacités de renseignement et de criminalistique (notamment par le biais du Centre opérationnel de renseignement antiterroriste (CROAT)), et a fait appel à l'expertise de partenaires bilatéraux et internationaux.

Comme dans d'autres pays, des domaines doivent être améliorés. Dans certains cas, aucune raison substantielle n'aurait été fournie pour justifier les arrestations, malgré les garanties légales en vertu du droit national et de l'article 9(2) du PIDCP. Au cours de sa visite, le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre de plaintes concernant des arrestations effectuées sans aucun soupçon raisonnable apparent d'implication dans des activités terroristes, ce qui pourrait indiquer des privations arbitraires de liberté contraires à l'article 9(1) du PIDCP. Des inquiétudes ont également été exprimées quant à l'insuffisance des enquêtes avant de procéder à certaines arrestations.

Il semblerait également que certaines arrestations aient été effectuées en partie sur la base d'une intervention policière excessive contre les membres de la communauté des éleveurs peuls, qui représentent la majorité des personnes soupçonnées de terrorisme. De tels cas auraient alimenté les griefs et les sentiments de victimisation, entraînant une méfiance à l'égard des autorités, des obstacles à la coopération de la communauté avec les autorités, et des risques de radicalisation en réponse à la perception d'un parti pris. Le Rapporteur spécial reconnaît que les hauts fonctionnaires du gouvernement central et local et les responsables de la sécurité sont très conscients de l'importance d'éviter la stigmatisation. Il encourage le gouvernement à s'appuyer sur cette prise de conscience en continuant à renforcer la formation du personnel et à assurer des ordres et une supervision appropriée sur le terrain, afin de garantir que les arrestations ne sont effectuées que lorsqu'il existe des motifs raisonnables de soupçonner une infraction conformément à la loi.

Dans le cadre de la procédure pénale, la durée de la garde à vue par la police judiciaire est limitée à 96 heures (quatre jours), sauf prolongation autorisée par le procureur pour 96 heures supplémentaires, soit une durée totale maximale de huit jours.² Cependant, certains rapports ont fait état de gardes à vue se prolongeant au-delà de cette période. Le gouvernement a précisé que les transferts depuis le nord vers Abidjan se font par avion lorsque cela est possible, dans un délai d'un ou deux jours, ou alternativement par véhicule, un trajet d'environ 600 km qui peut entraîner des délais beaucoup plus longs. La concentration des enquêtes de terrorisme à Abidjan peut ainsi allonger la période de détention, tout en éloignant les suspects de leur famille et de leur communauté, et en les éloignant de la justice locale pour les victimes. Lorsque des crimes liés au terrorisme sont commis ou soupçonnés d'être commis dans les régions du nord du pays, il faudrait envisager des enquêtes et des procès sur le terrorisme à Korhogo, dans le nord du pays.

² Loi n° 2015-493 relative à la répression du terrorisme, article 17.

En vertu de l'article 9(3) du PIDCP, une personne arrêtée doit être traduite sans délai devant un juge, normalement dans les 48 heures (Observation générale n° 35, par. 33). Le Rapporteur spécial recommande au gouvernement d'envisager de raccourcir les délais de garde à vue de 96 heures à 48 heures (comme pour les crimes de droit commun), avec la possibilité d'un renouvellement pour 48 heures supplémentaires (et non 96 heures). La période actuelle de huit jours sans contrôle judiciaire indépendant de la détention, lorsqu'il n'y a pas d'état d'urgence ou de conflit armé, sacrifie trop le droit à la liberté.

Une autre préoccupation est que la possibilité légale pour le procureur de prolonger la détention, jusqu'à une période totale de 8 jours, au lieu de demander à un juge indépendant de le faire. En vertu de l'article 9(3) du PIDCP, une personne arrêtée doit être traduite dans le plus court délai devant un juge (Observation générale n°35, para. 33). L'autorité judiciaire doit être indépendante, objective et impartiale (Observation générale n°35, para. 32), ce qui n'est pas le cas lorsque le procureur chargé d'enquêter sur le suspect autorise également la prolongation de la détention.

Après son transfert à Abidjan, une personne soupçonnée de terrorisme est détenue dans un commissariat de police judiciaire désigné par le procureur. Le gouvernement a démenti les rapports historiques faisant état de lieux de détention secrets, tels que les installations de la Direction de la surveillance du territoire. Les parties prenantes ont exprimé leur inquiétude quant au fait que le Conseil national des droits de l'homme et les organisations de la société civile ne disposent d'aucune information sur les arrestations, la garde à vue et la détention provisoire dans les affaires de terrorisme et ne sont pas en mesure de rendre visite aux suspects, de détecter d'éventuels abus ou de suivre les affaires. Il est recommandé que le Conseil national des droits de l'homme soit informé dès que possible du lieu de détention de toute personne soupçonnée de terrorisme transférée à Abidjan, et que ses commissions régionales soient informées de la détention dans d'autres parties du pays où des arrestations sont effectuées, ou l'endroit où l'accusé est détenu pendant le transit.

La loi prévoit que la police doit informer les suspects de leur droit à un avocat lors de leur arrestation. Le suspect est en droit de demander la présence d'un membre de sa famille ou d'un ami si aucun avocat n'est disponible, ainsi que de les informer de leur arrestation. Lorsque l'affaire est portée devant le tribunal pénal, des avocats sont assignés gratuitement à l'accusé qui conserve le droit de choisir un avocat rémunéré. Certaines personnes soupçonnées de terrorisme n'auraient pourtant pas été informées de leur droit à un avocat lors de leur arrestation et de leur interrogatoire. En pratique, de nombreux suspects n'ont pas les moyens de rémunérer un avocat à ce stade et l'aide juridictionnelle n'est disponible qu'à un stade ultérieur. Les avocats ne sont souvent pas disponibles dans les zones rurales du nord. Il a également été signalé que les membres de la famille ou les amis n'étaient pas prévenus, qu'aucun interprète n'était présent et que l'accès à un examen médical était limité.

Le Rapporteur spécial a reçu des rapports faisant état de personnes battues ou maltraitées en garde à vue, en particulier au stade de l'arrestation. En 2023, un artisan orpailleur aurait été torturé à mort après que la police aurait cru que ses explosifs avaient pu être utilisés à des fins terroristes. De tels cas ne semblent pas être courants. L'absence d'enquêtes indépendantes et impartiales a été signalée dans certains cas. Il rappelle que le Comité contre la torture avait exprimé sa préoccupation par le fait que l'article 438 du Code de procédure pénale, qui confère aux juges le pouvoir discrétionnaire d'admettre des aveux, pourrait permettre l'admission d'aveux forcés ou d'autres éléments de preuve obtenus par la torture.

Détention provisoire et procès équitable

Les affaires de terrorisme sont traitées par la section antiterroriste du tribunal de première instance d'Abidjan. Dans ces affaires, la détention provisoire ne peut excéder huit mois, renouvelable une fois, et par exception une troisième et dernière fois, pour une durée maximale de 24 mois (deux ans).³ L'article 14(3)(c) du PIDCP prévoit que les personnes soupçonnées d'infractions pénales doivent être jugées sans retard excessif, pour ne pas les laisser dans l'incertitude, assurer que la détention ne dure que le temps nécessaire et servir les intérêts de la justice (Observation générale n° 32, par. 35). Les personnes en détention provisoire doivent être jugées « aussi rapidement que possible » et le caractère déraisonnable du retard est en partie déterminé par le comportement des autorités administratives et judiciaires (ibid.). Le Rapporteur spécial reconnaît la préoccupation légitime du gouvernement quant à la complexité des enquêtes sur le terrorisme. Il fait néanmoins écho des préoccupations du Comité contre la torture selon lesquelles « le recours excessif à la détention provisoire prolongée sans contrôle régulier de sa légalité contribue directement à la surpopulation chronique des lieux de détention, est susceptible de violer le droit à la liberté et à la sécurité de la personne et est

³ Code de procédure pénale, article 167.

fondamentalement incompatible avec le principe de la présomption d'innocence ».⁴ La détention provisoire prolongée peut devenir un grief alimentant la radicalisation en prison.

Il est recommandé de consacrer des ressources suffisantes pour urgemment prioriser la finalisation des affaires de terrorisme de longue durée, en particulier pour les personnes détenues depuis le plus longtemps. Il est également suggéré de continuer à améliorer la formation des autorités chargées de l'application de la loi en ce qui concerne le droit et la politique applicables en matière d'arrestation, de garde à vue, de transfert, d'enquête (y compris les techniques spéciales d'enquête, la collecte de renseignements, la collecte et la conservation des preuves, la criminalistique, la protection des données personnelles et le droit au respect de la vie privée) et la prohibition de la torture, des mauvais traitements et des aveux forcés. L'amélioration de l'efficacité judiciaire, des ressources et de l'expertise en matière de droit antiterroriste devrait également être poursuivie. Il convient également de continuer à améliorer l'efficacité, les ressources et l'expertise judiciaires en matière de législation antiterroriste.

Le Rapporteur spécial note que l'équité de la procédure préliminaire est parfois compromise par l'absence de représentation légale ou assistance juridique, ce qui porte atteinte aux droits à la liberté et à un procès équitable, garantis par les articles 9 et 14 du PIDCP, respectivement. Le droit national exige des autorités qu'elles désignent un avocat sans frais au début de l'enquête. En pratique, cependant, les barèmes de l'aide juridictionnelle seraient trop faibles pour les avocats, le remboursement de ces derniers serait tardif, et le nombre d'avocats et les fonds alloués à l'aide juridictionnelle seraient généralement insuffisants. Certains détenus n'auraient qu'une compréhension limitée de la procédure judiciaire et seraient confrontés à des barrières linguistiques.

Conditions de détention

Au moment de la visite du Rapporteur spécial, le système pénitencier comptait six personnes reconnues coupables d'infractions terroristes et condamnées à la prison à perpétuité, dont quatre en relation avec l'attaque terroriste de Grand-Bassam en 2016, ainsi que 137 personnes en détention provisoire (dont deux femmes), toutes détenues au Pôle pénitentiaire d'Abidjan, la plus grande prison de Côte d'Ivoire. L'établissement a été construit en 1981 pour accueillir 1 500 prisonniers, mais les autorités ont indiqué que des travaux ultérieurs ont augmenté sa capacité à 5 000 personnes. Au moment de la visite, l'établissement accueillait 11 073 personnes. Des clôtures de sécurité internes ont été récemment érigées pour séparer les différents bâtiments et catégories de détenus. La Maison Pénale d'Abidjan (anciennement Bâtiment C) accueille les prisonniers condamnés et les détenus provisoires lorsque la peine encourue est de cinq ans d'emprisonnement ou plus, ce qui inclut les détenus en lien avec le terrorisme. Selon les autorités, les personnes condamnées sont séparées de celles en détention provisoire dans le bâtiment. Au total, le bâtiment accueillait 2 874 personnes au moment de la visite, réparties dans 43 cellules sur deux étages. Le nombre de personnes par cellule dépend de sa taille; dix cellules (chacune comprenant une grande pièce) contenaient plus de 170 personnes, et de nombreuses autres cellules en contenaient également un grand nombre.

Durant la journée, les personnes condamnées et celles soupçonnées de terrorisme sont libres de circuler dans le nombre limité d'espaces communs extérieurs de la Maison Pénale, ainsi que de se rendre, sur autorisation, à la mosquée et l'église communes à tous les lieux de détention du Pôle pénitentiaire. Il y a donc une séparation marquée entre les détenus condamnés et les suspects. Les autorités ont indiqué qu'un nouvel établissement de haute sécurité est presque achevé à Korhogo, dans le nord. Il devrait accueillir entre 300 et 500 personnes, y compris celles condamnées d'infractions liées au terrorisme.

Les personnes suspectées d'être impliquées dans l'attentat de Grant-Bassam auraient été placés à l'isolement pendant les trois premières années de leur détention, restrictions qui ont été levées depuis.⁵ Un décret de 2023 limite l'isolement à 15 jours consécutifs et exhorte le gouvernement à veiller à sa stricte application.

Les autorités pénitentiaires ont affirmé leur engagement à respecter les normes internationales de détention, notamment les règles Mandela, et à « moderniser et humaniser » les prisons, notamment par des réformes visant à rendre l'administration pénitentiaire plus réactive, réduire la surpopulation et améliorer la formation du personnel pénitentiaire et les conditions de détention. Les autorités pénitentiaires ont signalé une réduction de la violence entre détenus. Les autorités ont fait état d'effectifs suffisants, bien que non divulgués, tout en soulignant que du personnel supplémentaire serait le bienvenu. La prison s'appuie sur des détenus sélectionnés pour aider à gérer la population carcérale, engendrant ainsi des allégations d'abus de pouvoir. Les pots-de-vin

⁴ CAT/C/CIV/CO/1, para. 29.

⁵ Décret n° 2023-239.

seraient fréquents. Un détenu pour terrorisme aurait été battu par d'autres détenus sans que les gardiens de prison n'interviennent.

Les principales préoccupations quant aux conditions de détention sont la surpopulation chronique, les mauvaises conditions sanitaires, l'accès insuffisant à l'eau, une literie inadéquate, la qualité et la quantité insuffisantes de la nourriture et l'insuffisance des services médicaux, notamment concernant le personnel, les médicaments et les transferts vers des services de santé externes. Les mécanismes des Nations Unies ont déjà fait part de ces préoccupations. La prison est au plus du double de sa capacité. Multiples cellules contiennent plus de 170 prisonniers, sans lits ni meubles, les obligeant à dormir à même le sol dans des conditions d'extrême encombrement. Les installations sanitaires sont totalement inadéquates, avec peu de toilettes et de salles de bains/douches pour un si grand nombre de détenus. L'intérieur du bâtiment était très sale et malodorant. Il y avait très peu de lumière naturelle, un faible éclairage électrique, une faible ventilation naturelle et aucun ventilateur électrique, malgré les températures très chaudes et humides. Aucune moustiquaire n'était présente pour prévenir le paludisme. La surpopulation a des effets néfastes sur la santé physique et mentale et le bien-être des détenus.

Lors de la visite du Rapporteur spécial, le gouvernement a indiqué être conscient du problème de surpopulation, y compris des infrastructures pénitentiaires inadéquates datant de la période coloniale et de la croissance démographique qui a dépassé la capacité d'accueil des prisons. Il prend des mesures concrètes pour y répondre, notamment le renforcement des cadres juridiques applicables⁶ et la finalisation d'un plan visant à améliorer les conditions de détention. Le gouvernement a également construit de nouvelles infrastructures pénitentiaires et réaménagé les infrastructures existantes, et a acquis un site agricole de 642 hectares au centre du pays, qui sera aménagé pour offrir des opportunités de travail aux détenus avant leur libération, en privilégiant la réhabilitation et la réinsertion. Le système judiciaire fait aussi usage d'alternatives à la détention (y compris le contrôle judiciaire et la liberté provisoire), de peines suspendues, de travaux d'intérêt général, d'amnisties présidentielles et de remises en liberté lorsque la détention n'est pas justifiée. Le Rapporteur spécial encourage le recours à ces alternatives chaque fois que cela est possible.

La situation demeure néanmoins gravement contraire aux normes internationales et peut être constitutive de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Certaines parties prenantes estiment que l'amélioration des conditions de détention reste insuffisamment prioritaire malgré les efforts récents. La Maison Pénale d'Abidjan n'est pas apte à héberger le nombre actuel de détenus et le bâtiment lui-même, même rénové, ne peut répondre aux normes internationales contemporaines. Le gouvernement est encouragé d'urgence à consacrer des ressources suffisantes à de nouvelles infrastructures pénitentiaires.

Activités des forces armées

La Côte d'Ivoire a déployé l'armée pour prévenir les incursions à ses frontières nord avec le Burkina Faso et le Mali en 2021. Les forces, composées de cinq bataillons de 2 500 à 3 000 personnes, sont basées à Korhogo. Aucun état de conflit armé régi par le droit international humanitaire n'existe et aucun état d'urgence n'est en vigueur. Le décret n° 2020/167 régit le déploiement dans les zones d'opération et les ordres opérationnels des commandants régissent la conduite du personnel sur le terrain. Le recours à la force est limité à la légitime défense, comme dans le cadre d'une approche ordinaire d'application de la loi en temps de paix. Les forces spéciales militaires fournissent une capacité de réaction rapide. L'armée joue un rôle de soutien à la gendarmerie (qui fait également partie des forces armées) et à la police, y compris en menant des opérations conjointes. 600 gendarmes supplémentaires ont été déployés dans le nord pour compléter l'effectif ordinaire de la gendarmerie, et de nouveaux postes de gendarmerie et de police ont été créés. Des unités d'intervention de réserve de la gendarmerie sont également en place pour réagir aux menaces. Les forces armées ont modernisé leur équipement et leurs capacités de surveillance, et des cellules civilo-militaires ont été créées pour encourager la population à partager des informations sur les menaces terroristes, jouer un rôle d'« alerte rapide » et être « des producteurs et pas seulement des consommateurs de sécurité ». Ces cellules, créées après le conflit armé de 2011, dans le cadre des réformes du secteur de la sécurité, pour rétablir la confiance dans l'armée, ont été revigorées face à la menace terroriste.

Lorsque l'armée appréhende un terroriste présumé, il est en principe immédiatement remis à la gendarmerie ou au poste de police le plus proche et, de là, transféré à Korhogo, en vue de son transfert à Abidjan. Cependant, aucun délai légal n'encadre la période de garde à vue militaire avant le transfert, et cette période ne semble pas être prise en compte dans le délai de garde à vue de 96 heures qui commence au moment du transfert sous

⁶ Loi n° 2019-574 du 26 juin 2019 portant code pénal, loi n° 2018-975 du 27 décembre 2018 portant code de procédure pénale et décret n° 2023-239 du 5 avril 2023 portant règlement des établissements pénitentiaires.

contrôle judiciaire par la police ou la gendarmerie. Si, dans la pratique, les transferts sont censés être immédiats, la possibilité de périodes de garde à vue militaire plus longues ne peut être exclue lorsqu'une personne est appréhendée dans une région éloignée, ou que la pluie, les inondations ou d'autres obstacles (tels que la panne d'un véhicule) empêchent le transfert immédiat. La loi doit fixer une durée maximale de garde à vue militaire et exiger que cette durée soit déduite de la période de garde à vue judiciaire de 96 heures qui commence au moment du transfert.

Les forces armées ont souligné l'importance de la formation au droit humanitaire, aux droits humains et à l'application des cadres juridiques nationaux. Cette formation est intégrée à la formation des officiers, au pré-déploiement du personnel dans le nord et aux cours de remise à niveau. Elle est assurée par des instructeurs ivoiriens ainsi que par des partenaires des Nations Unies, des ONG et d'autres parties prenantes. Le Conseil national des droits de l'homme a récemment élaboré avec l'armée un « code de conduite » basé sur les droits humains en format de poche, ainsi qu'un manuel des droits humains, et s'est engagé à diffuser ces documents à travers la formation des formateurs militaires. Il a également élaboré des documents de formation pour la gendarmerie et les autorités pénitentiaires. La gendarmerie rédige actuellement un code de déontologie. Le Rapporteur spécial salue l'engagement du gouvernement à poursuivre la formation des forces armées en matière d'obligations internationales.

L'armée est soumise à un système de responsabilité bien développé, comprenant des sanctions administratives/disciplinaires (sous l'égide du chef d'état-major général et d'un conseil disciplinaire), un tribunal militaire de deuxième niveau et, en dernier ressort, des sanctions pénales et des procédures civiles. Le Conseil national des droits de l'homme entretient un dialogue régulier avec l'armée, notamment sur les allégations d'abus. Certaines parties prenantes estiment que les risques d'abus sont plus élevés au sein de l'armée et de la gendarmerie qui sont déployées dans des zones rurales et isolées, contrairement à la police urbaine, et sont donc moins susceptibles de faire l'objet de contrôles.

Une initiative phare de la Côte d'Ivoire, en partenariat avec la France, est la mise en place de l'AILCT depuis 2017 près d'Abidjan, soutenue par de nombreux partenaires bilatéraux et internationaux, dont l'ONUDC, l'Union européenne et l'Union Africaine, par le biais de son Centre de lutte contre le terrorisme. L'AILCT vise à créer une communauté et une culture communes de lutte contre le terrorisme au sein des forces africaines et de leurs partenaires internationaux, sur l'ensemble du spectre allant de la prévention (y compris les vulnérabilités socio-économiques et le développement) à la gestion de crise et à l'intervention, en passant par les réponses judiciaires. Son travail se concentre sur trois piliers : la collaboration interministérielle ivoirienne par le biais d'une école de formation des cadres ; le renforcement des capacités opérationnelles par la formation des forces spéciales et des unités d'intervention ; et l'analyse stratégique et l'école de recherche. L'AILCT a déjà formé 1 415 participants de 29 pays africains, y compris des forces de police, de gendarmerie et d'autres forces militaires, souvent dans des groupes de nationalités mixtes afin d'améliorer l'interopérabilité. Le Rapporteur spécial félicite l'AILCT d'avoir inclus dans sa formation le droit humanitaire international, les droits humains, la protection des civils et le traitement des détenus, et d'avoir contribué à une culture commune de respect du droit international au sein de nombreuses forces de sécurité africaines. Il lui est recommandé d'envisager une formation plus spécialisée en droit humanitaire et en droits humains lorsque les ressources le permettront, notamment en invitant des conseillers juridiques militaires de pays africains, et une formation liée aux opérations de paix menées en Afrique lorsque celles-ci comportent un élément de lutte contre le terrorisme. Le Rapporteur spécial encourage les partenaires internationaux à soutenir l'AILCT.

Sécurité des frontières, demandeurs d'asile et réfugiés

L'origine essentiellement transfrontalière de la menace terroriste qui pèse sur la Côte d'Ivoire et la porosité historique des frontières tracées à l'époque coloniale ont conduit au renforcement de la sécurité aux frontières et de la gestion des mouvements transfrontaliers. Parallèlement, le gouvernement respecte la liberté de circulation des personnes et des biens dans la sous-région de la CEDEAO et doit être félicité pour sa politique d'hospitalité à l'égard des réfugiés des pays voisins touchés par le terrorisme. Au moment de la visite, le gouvernement faisait état de 68 130 demandeurs d'asile, dont 63 117 enregistrés, principalement du Burkina Faso. Au 30 septembre 2024, le HCR faisait état de 2 359 réfugiés reconnus et 930 958. La Direction de l'aide et de l'assistance aux réfugiés et apatrides coordonne la réponse en matière d'asile, en concertation avec le Conseil national de sécurité, les préfectures et les partenaires internationaux et locaux.

La Côte d'Ivoire est partie à la Convention de 1951 sur les réfugiés, son Protocole de 1967, la Convention de 1954 sur l'apatridie et la Convention de l'Union Africaine sur les réfugiés de 1969. La loi n° 2023-590 du 7 juin 2023 relative au statut de réfugié transpose ses obligations et garantit à l'article 16 le non-refoulement en

cas de persécution. La loi n'interdit cependant pas l'expulsion ou le renvoi d'une personne vers un autre État lorsqu'il existe des motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture, comme l'exige l'article 3 de la Convention contre la torture, ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, comme l'exige l'article 7 du PIDCP. Le Rapporteur spécial encourage le gouvernement à également prohiber le refoulement vers d'autres violations graves des droits, y compris la privation arbitraire de la vie, la détention arbitraire et le déni flagrant de justice.

En juillet 2024, environ 164 ressortissants burkinabés n'ayant pas déclaré leur présence aux autorités ont été refoulés vers le Burkina Faso trois jours après leur arrivée dans le pays, parce qu'ils ne se seraient pas enregistrés à leur arrivée. Le gouvernement a précisé par la suite qu'il s'agissait d'un incident isolé et aucun autre cas de ce type n'a été signalé depuis. Le gouvernement indique qu'il a pour politique de ne pas pénaliser les demandeurs d'asile en cas d'entrée irrégulière, bien que la loi sur les réfugiés de 2023 exige qu'ils entrent par les postes-frontières officiels. Les demandeurs d'asile sont enregistrés de manière biométrique et renvoyés aux autorités centrales pour qu'elles statuent sur leur demande. Très peu de demandeurs d'asile ont été reconnus comme réfugiés à ce jour, et le gouvernement est encouragé à accélérer le traitement des demandes.

L'article 27 de la loi sur les réfugiés de 2023 prévoit que « les réfugiés peuvent être expulsés du territoire national pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public ». Cette disposition ne semble pas compatible avec le champ d'application plus étroit et plus spécifique de l'exception au non-refoulement prévue à l'article 33 (2) de la Convention sur les réfugiés ou avec la disposition relative à l'expulsion (vers un pays sûr) prévue à l'article 32. La loi applique également les clauses d'exclusion de l'article 1F de la Convention sur les réfugiés et les autorités sont encouragées à l'interpréter conformément au droit international. Il n'existe aucun cas connu de demandeurs d'asile suspecté de terrorisme.

Les autorités ont enregistré 744 personnes ayant des besoins particuliers (personnes handicapées, femmes enceintes, enfants, personnes âgées) et indiquent ne pas avoir rencontré de victimes de violences sexuelles ou sexistes. Le Rapporteur spécial a été informé de l'existence de victimes de violences sexuelles au Burkina Faso, mais le problème ne semble pas être bien reconnu. Le gouvernement est encouragé à veiller à ce que toutes les formes de vulnérabilité soient identifiées et aidées, y compris concernant les victimes de torture et de traumatismes liés au conflit.

Les demandeurs d'asile bénéficient largement des mêmes droits que les réfugiés reconnus, y compris la liberté de mouvement, les soins de santé, l'éducation et les droits du travail. Cependant, il a été rapporté que la police ne reconnaît souvent pas les documents d'identité des demandeurs d'asile comme valides pour passer les points de contrôle, insistant sur une carte d'identité nationale ivoirienne, ce qui donne lieu à du racket. Comme l'« attestation d'enregistrement » est délivrée aux familles demandeuses d'asile, et non à leurs membres individuels, des difficultés ont également été rencontrées lorsque plusieurs membres de la famille ont besoin d'un document pour voyager en même temps.

Environ trois quarts des demandeurs d'asile vivent au sein des communautés ivoiriennes dans le nord du pays. Les communautés d'accueil ont généreusement aidé les demandeurs d'asile, avec le soutien des autorités nationales, des organisations internationales et des ONG. Les relations entre les communautés d'accueil et les demandeurs d'asile sont généralement harmonieuses et aucun problème de sécurité n'a été signalé. De nombreux demandeurs d'asile sont néanmoins confrontés à de graves difficultés pour accéder à suffisamment d'eau, une alimentation adéquate, des logements locatifs abordables, la scolarisation, des moyens de subsistance ou des possibilités d'emploi, ainsi qu'à la terre. Nombre d'entre eux reçoivent une aide humanitaire limitée. Les plus vulnérables reçoivent des transferts en espèces de montants qui seraient insuffisants. Les soins de santé de base et les médicaments sont souvent inabordables pour les demandeurs d'asile, bien que certains services soient gratuits. Si les frais de scolarité sont gratuits, les coûts annexes (uniformes, livres, papeterie et contributions volontaires) rendent l'école inaccessible pour beaucoup.

Les communautés locales ont indiqué que l'accueil des demandeurs d'asile leur causait un stress important, exacerbé par la densité croissante de la population, la pauvreté, les ressources limitées, en particulier l'eau et les terres cultivables, et la rareté des services publics, notamment l'accès à l'eau, les écoles et les soins de santé. L'afflux d'enfants demandeurs d'asile a conduit à des écoles surchargées, avec des classes comptant jusqu'à 90 élèves. Les plus vulnérables reçoivent une aide ciblée dans le cadre du programme de « filets de sécurité sociale ». Le Rapporteur spécial demande instamment au gouvernement et à ses partenaires d'intensifier leurs efforts pour soutenir les communautés d'accueil vulnérables. Certaines parties prenantes se sont inquiétées que l'absence de réponse aux pressions exercées sur les communautés d'accueil pourrait dégrader la cohésion sociale au fil du temps.

Deux sites établis par le gouvernement en 2023 sur des terres domaniales, près de Ouangolodougou et de Bouna hébergent environ 15 000 demandeurs d'asile. Leur capacité d'accueil est dépassée. Le Rapporteur spécial a visité le site de demandeurs d'asile de Nioronigué, près de Ouangolodougou, qui comprend 1 080 maisons accueillant 6 276 personnes. La résidence y est volontaire. Les demandeurs d'asile vivent dans des maisons gratuites en briques, composées d'une ou deux pièces selon la taille de la famille. Le site fournit des points d'eau potable par forage, des installations sanitaires (52 latrines au total, soit 120 personnes par latrine), de la literie, un système de recharge solaire pour les lampes, des services de santé primaire et des médicaments gratuits, de la nourriture et des articles non alimentaires à l'arrivée, ainsi que des transferts d'espèces mensuels (réduits de moitié cette année). La nourriture n'est pas fournie en permanence et les demandeurs d'asile ont indiqué que les 5 000 francs par mois et par personne sont largement insuffisants pour assurer leur nutrition. Les quatre forages conçus pour 2 000 personnes desservent actuellement plus de 6 000 personnes créant de graves pénuries d'eau. Quelques opportunités existent pour générer des revenus, tels des petits magasins, et des formations professionnelles ont été organisées à quelques reprises. Cependant, très peu de demandeurs d'asile ont un emploi à l'extérieur. Aucune terre n'est disponible pour la culture alimentaire ou de rente, et l'élevage (même des poulets) est interdit. Les parties prenantes ont indiqué la nécessité d'évoluer d'une réponse humanitaire à l'autosuffisance en offrant davantage de moyens de subsistance.

Les sites ne disposent pas d'écoles officielles. Le site de demandeurs d'asile de Nioronigué dispose d'un « espace amis des enfants » offrant aux enfants des possibilités d'apprentissage et des jeux sur une base rotative, sous la supervision de six enseignants demandeurs d'asile rémunérés. Chacun des environ 3 460 enfants sur le site (soit 58% de la population du site) ne peut fréquenter l'espace qu'une journée entière par semaine. En théorie, le ratio enseignant/élèves est d'un enseignant pour 606 élèves, mais tous les enfants ne fréquentent pas l'espace qui n'est pas en mesure de les nourrir. Quelques centaines d'enfants fréquentaient auparavant les écoles des villages voisins pour suivre un cours préparatoire et passer un test d'éligibilité pour entrer dans le système scolaire public, mais le programme est actuellement suspendu jusqu'à ce que le gouvernement décide de comment assurer l'éducation des demandeurs d'asile. Le Rapporteur spécial encourage le gouvernement à faire de l'éducation des enfants demandeurs d'asile une priorité.

Victimes du terrorisme

La Côte d'Ivoire ne dispose pas de lois concernant spécifiquement les victimes du terrorisme. Il existe une loi de 2018 pour protéger les témoins et les victimes de crimes en général, mais les mécanismes de protection sont insuffisants. Il existe également un fonds de solidarité pour les victimes de la criminalité en général. Une disposition spéciale prévoit une assistance sociale aux familles des membres des forces de l'État tués ou blessés dans l'exercice de leurs fonctions. La stratégie nationale de lutte contre le terrorisme s'adresserait également aux victimes dans une certaine mesure, et son projet de révision pourrait contenir d'autres mesures pas encore publiques. Le Conseil national des droits de l'homme a précédemment recommandé la création d'un statut juridique pour les victimes du terrorisme et la mise en place d'un fonds d'indemnisation spécifique. Il est recommandé au Gouvernement d'envisager l'adoption de lois et de cadres institutionnels spécifiques pour aider et protéger les victimes du terrorisme de manière globale, afin de reconnaître leurs besoins et vulnérabilités spécifiques. Les meilleures pratiques législatives pour répondre aux besoins et protéger les droits de ses victimes sont fournies par les Dispositions législatives types des Nations Unies.

S'attaquer aux conditions propices au terrorisme

Le gouvernement dispose d'une compréhension approfondie de la nécessité de compléter les réponses sécuritaires à la menace terroriste transfrontalière par des mesures holistiques pour traiter les conditions propices au terrorisme et à prévenir le soutien transactionnel aux groupes terroristes, le recrutement et la radicalisation. Le gouvernement est conscient des facteurs de risque dans les zones frontalières du nord, notamment la pauvreté, un sentiment d'abandon historique par l'État, un manque de services essentiels (tels que la sécurité, les soins de santé, les écoles, les routes, les transports, l'eau, l'assainissement et la protection sociale), le chômage des jeunes et le manque de moyens de subsistance. La Côte d'Ivoire est classée 159^{ème} sur 191 pays dans l'Indice de développement humain (2021).

Le gouvernement a cherché à rapprocher l'État de la communauté, notamment en déployant davantage de forces de police et de sécurité, en les équipant et en mieux les formant, en renforçant les autorités locales et en accélérant le développement socio-économique. Une approche de police de proximité et un « pacte pédagogique » plaçant les citoyens au centre du dispositif de sécurité ont cherché à instaurer la confiance avec les communautés locales, à les sensibiliser aux risques du terrorisme et à améliorer l'échange d'informations sur les activités suspectes. Des comités de sécurité multi-agences se réunissent régulièrement au niveau des

départements locaux, en plus des cellules de coopération civile/militaire. Certaines enquêtes montrent que les communautés des zones frontalières se sentent davantage en sécurité. Les parties prenantes ont indiqué que les violations commises par la police et les forces de sécurité ne sont pas institutionnalisées ou systématiques, mais que des cas individuels de racket aux points de contrôle (par exemple, lorsque les personnes n'ont pas de documents d'identité ou d'immatriculation de véhicule) ou aux postes frontières se produisent encore, ainsi que des cas d'intimidation par la présentation d'armes. Ces incidents sont une source de tension avec la population qui porte préjudice à la confiance et la coopération avec les forces de l'ordre.

Afin de remédier aux vulnérabilités qui pourraient en principe favoriser le terrorisme, le gouvernement s'est efforcé de rendre la gouvernance locale plus réactive et plus responsable vis-à-vis des communautés dans les zones frontalières. En particulier, le gouvernement et ses partenaires se sont concentrés sur l'expansion des infrastructures, la disponibilité et la qualité des services publics, et les possibilités de subsistance. Des améliorations significatives ont été apportées depuis 2016 dans la fourniture de soins de santé (y compris la couverture sanitaire universelle), les écoles, l'assistance sociale et les transferts monétaires, les installations d'eau, l'électricité et les routes. La formation professionnelle et les initiatives de moyens de subsistance et d'emploi ont également été renforcés, en ciblant en particulier les groupes vulnérables tels que les jeunes et les femmes. De nombreuses régions du nord continuent néanmoins de manquer de services de base accessibles, abordables et adéquats. Le gouvernement est conscient de l'obligation qui lui incombe, en vertu de l'article 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, de réaliser progressivement les droits économiques, sociaux et culturels au maximum de ses ressources disponibles. Cela exige qu'il remplisse son obligation fondamentale de satisfaire le contenu essentiel minimum de chaque droit, y compris l'alimentation essentielle, les soins de santé et l'éducation primaires, et le logement de base (CESCR, Observation générale n° 3, para. 10), et qu'il sollicite l'assistance internationale en cas de besoin. Le Rapporteur spécial encourage également le gouvernement à élargir aux activités de développement l'engagement inclusif et participatif avec les communautés locales et les acteurs de la société civile.

Les tensions liées aux terres, aux pâturages et à l'eau entre éleveurs de bétail et agriculteurs contribuent aux griefs et au risque de violence, bien qu'aucun lien direct avec le terrorisme n'ait été établi à ce jour.⁷ Le Rapporteur spécial soutient les efforts du gouvernement pour mieux faire connaître les lois foncières, y compris les couloirs de transhumance et les procédures de règlement de litiges, et pour simplifier les procédures de certification des titres fonciers. Le gouvernement est encouragé à continuer à sensibiliser non seulement les fonctionnaires de l'État mais aussi la communauté à la non-discrimination à l'égard des éleveurs peuls (Fulani). Le Rapporteur spécial est également préoccupé par la vulnérabilité et les droits des enfants dans les écoles coraniques et les écoles franco-arabes, qui souvent ne dispensaient traditionnellement qu'une éducation religieuse, et où certains enfants talibés étaient exploités pour la mendicité. Le Rapporteur spécial salue les efforts du gouvernement depuis 2016 pour obliger ces écoles à enseigner le programme national et encourage la poursuite de la mise en œuvre de ces mesures dans les zones frontalières.

⁷ Loi n° 2016-413 du 15 juin 2016 relative à la transhumance et aux mouvements de bétail.